

ASS/GF/II/MG

2024-025

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 20 FÉVRIER 2024**

<b>OBJET : MOTION EN RÉACTION À L'ÉVENTUELLE SUPPRESSION D'UN POSTE D'ENSEIGNANT DANS L'UNE DES ÉCOLES PRIMAIRES ET D'UN POSTE DE DIRECTEUR DANS L'UNE DES ÉCOLES MATERNELLES</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 14 février 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt février à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Guy VIVÈS, M. Dominique JOLIS, M. Laurent ROUGÉ, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Virginie JULIAN, Mme Sophie BIRKENER, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. Guy VIVÈS à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à M. Michel MASUYER, M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN à Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Alain-Marc GARCIA

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Alain-Marc GARCIA

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240220-2024-025-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2024  
Publication : 23/02/2024

Pour le Maire



Par délibération en date du 28 mars 2023, Monsieur le Maire de Lézignan-Corbières alertait le conseil municipal sur la décision prise par l'Éducation Nationale de supprimer un poste d'enseignant à l'école maternelle François Dolto.

L'Éducation Nationale vient à nouveau d'informer le Maire de Lézignan-Corbières de l'éventuelle suppression d'un poste d'enseignant dans l'une des écoles primaires de la ville. Par ailleurs, suite au départ en retraite de la directrice de l'école maternelle « Françoise Dolto », les services de l'Éducation Nationale ont demandé au Maire de se prononcer sur la suppression de ce poste de direction et de son remplacement par un poste de direction commun aux deux écoles maternelles actuelles.

De telles décisions sont bel et bien incohérentes et donc contestables.

Elles sont tout d'abord incohérentes parce que les établissements concernés, comme tous les groupes scolaires publics de notre commune, sont situés en plein quartier prioritaire de la politique de la ville, à la suite du décret gouvernemental du 30 décembre 2014 et de la signature, notamment par les représentants de l'Etat, du contrat de ville en 2015.

Il n'est pas inutile de rappeler que le classement d'un quartier en politique de la ville signifie que le revenu des habitants de ce dernier est inférieur à 60 % de celui du revenu médian des habitants de la commune concernée. Dans le QPV de Lézignan, celui-ci est de 9 930 € par an.

La politique de la ville n'a pas seulement permis de mettre l'accent sur la pauvreté d'une partie des Lézignanais, mais aussi sur la faiblesse du niveau scolaire. Lors de la construction du contrat de ville en 2014-2015, le thème de l'éducation était déjà apparu comme l'un des plus prégnants en mettant en lumière les résultats scolaires des petits Lézignanais comme étant inférieurs aux moyennes départementales, régionales et nationales.

Le 3 septembre 2021, le Maire de Lézignan-Corbières, Gérard FORCADA, a écrit au ministre de l'Éducation Nationale de l'époque afin de l'alerter sur les grandes difficultés rencontrées par notre ville dans le domaine de l'éducation :

- Des bâtiments des écoles primaires peu ou pas entretenus.
- Une population jeune en situation d'échec (36,6 % des 15-17 ans non scolarisés dans le QPV, 37,2 % des 15 ans et plus non scolarisés et non diplômés).
- Un chômage des 15-64 ans considérable : 32,2 % pour le QPV et 20,8 % pour la commune).
- Sur 5 classes de CM2, l'équivalent d'une classe ne sait ni lire ni écrire.
- Taux d'absentéisme atteignant 20 % au sein des écoles primaires

En février 2022, portée par Gérard FORCADA, la candidature de la commune de Lézignan-Corbières à la labellisation « Cité éducative » a été retenue par l'État. Un tel label permet d'intensifier l'action publique en faveur de la Jeunesse des QPV avec pour enjeu d'agir dès la petite enfance en impliquant les parents avant, pendant, après et autour du cadre scolaire. Une véritable communauté éducative agit également en partageant des valeurs communes, des pratiques coordonnées et des objectifs précis.

Par ailleurs, la « Cité éducative » conforte les moyens mobilisés par l'Etat et ses partenaires. A l'image de la politique de la ville, elle repose elle aussi sur le principe du co-financement et des engagements conjoints.

Cette décision de supprimer un deuxième poste d'enseignant, après celui de 2023, est donc contestable à plus d'un titre car, d'une part, l'État reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre ; d'autre part, il pénalise une école primaire qui participe, comme le souligne le site

internet du ministère de l'Éducation Nationale, à « *la maîtrise de la langue française et des premiers éléments de mathématiques qui sont les objectifs prioritaires de l'école élémentaire pour permettre aux élèves d'accéder aux outils fondamentaux de la connaissance... L'école prend en compte la pluralité et la diversité des aptitudes de chaque élève. À côté du raisonnement et de la réflexion intellectuelle, le sens de l'observation, le goût de l'expérimentation, la sensibilité, les capacités motrices et l'imagination créatrice sont développées.* ».

*In fine*, un tel choix ne prend pas en compte l'évolution à venir de la population lézignanaise. En effet, à très court terme, ce sont près de 70 maisons d'habitation qui vont être construites dans plusieurs lotissements sur la commune. Quant au moyen terme, le développement des zones d'activités intercommunales à Lézignan-Corbières et en périphérie immédiate, devrait favoriser une augmentation de la population de près de 3 000 nouveaux habitants dans les 10 ans qui viennent.

En ce qui concerne la suppression du poste de direction de l'école maternelle Françoise Dolto, il appartient au maire de donner son accord à une telle décision. Il est bien évident que là aussi, la réponse à adresser à l'Éducation Nationale doit être négative ; les deux groupes scolaires sont en effet éloignés l'un de l'autre de près de 500 mètres, ce qui ne manquera pas d'entraîner de sérieux problèmes de coordination entre eux.

Par ailleurs, contrairement à la logique purement économique que certains prônent actuellement, ce n'est pas en faisant avec moins d'effectifs que l'on sera plus efficace. C'est au contraire en donnant les moyens suffisants à l'Éducation Nationale que l'on arrivera à permettre à nos enfants de pouvoir s'épanouir à l'école et de devenir de véritables citoyens de la République Française.

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter la présente motion et de la transmettre aux représentants de l'État et de l'Éducation Nationale dans le département de l'Aude, et au ministre de l'Éducation Nationale, afin de signifier le désaccord complet du Conseil municipal avec cette décision de supprimer un poste d'enseignant dans l'une des écoles primaires de Lézignan-Corbières, ainsi que le poste de directrice de l'école maternelle Françoise Dolto.

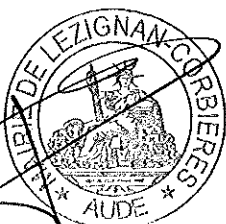
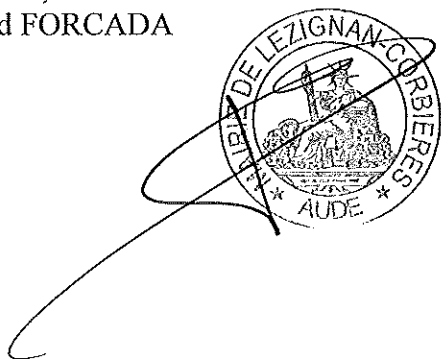
**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**Et décide** d'adopter la présente motion et de la transmettre aux représentants de l'État et de l'Éducation Nationale dans le département de l'Aude, et au ministre de l'Éducation Nationale.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,  
Alain-Marc GARCIA

